



L'ERRANCE DES JEUNES A ALBI ET EN MIDI-PYRENEES

Annexes

Étude réalisée dans le cadre du programme d'observation sociale régionale de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales (DRASS) de Midi-Pyrénées

Axe : Pauvreté Précarité Exclusion

juin 2005

Jean Mantovani
Bruno Garcia
Cécile Souchois

Sommaire

ANNEXE 1. Les « jeunes errants » dans les départements du Gers et du Tarn Présentation de la démarche générale	1
ANNEXE 2. Documentation – Bibliographie	6
ANNEXE 3. La fréquentation du lieu d'accueil de jour du Colibri. Albi 2004.....	18

ANNEXE 1

PROJET

Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales

Equipe :

Fédération Nationale des Associations de Réinsertion Sociale

&

Observatoire Régional de la Santé



LES "JEUNES ERRANTS" DANS LES DEPARTEMENTS DU GERS ET DU TARN

Présentation de la démarche générale

Introduction

S'il est difficile de qualifier la diversité des situations de personnes dites « SDF », « exclues », « errantes »... les phénomènes de marginalisation des jeunes se révèlent souvent comme les plus difficiles à saisir. Les professionnels sociaux et de santé et autres acteurs dans le champ « Pauvreté précarité exclusion », dont ceux qui s'attachent à préserver ou promouvoir l'accès au logement à la santé et à l'insertion de ces personnes, considèrent de plus en plus les enjeux liés à la précarisation des plus jeunes comme redevables d'investigations et d'interventions spécifiques.

Les institutions sociales apparaissent en outre de plus en plus souvent interpellées pour traiter de la situation des jeunes les plus marginalisés.

UNE DEMARCHE EN CINQ POINTS SUR DEUX SITES DE LA REGION MIDI-PYRENEES

Une démarche d'animation, d'étude et d'analyse orientée vers l'action

L'objectif essentiel du projet porte sur l'amélioration des connaissances des situations de personnes et de publics. Mais l'expérience a montré que la démarche exploratoire n'est pas une fin en soi et ne peut espérer déboucher au plan opérationnel sans s'inscrire dans un cadre d'animation des dispositifs locaux.

1 – Phase initiale d'information

1 – 1. Tirer les enseignements de l'expérience régionale antérieure

En 1998, la DGAS a apporté son soutien à l'élaboration de diagnostics locaux partagés, centrés sur la grande précarité et l'errance des jeunes. Deux départements en Midi-Pyrénées (Ariège et Tarn et Garonne) ont participé à cette démarche, qui a partiellement conduit à élaborer des propositions d'actions.

Méthode : Reconstitution des démarches entreprises. Analyse des acquis et des difficultés rencontrées, sur la base des documents de travail disponibles et de rencontres avec les acteurs.

1 – 2. Inventaire bibliographique à deux niveaux :

- a) Diverses études et actions ayant donné lieu à compte-rendu ou évaluation, ont été initiées ces dernières années, se rapportant plus ou moins directement à la "question sociale" des plus jeunes, notamment dans le cadre de la mise en place des dispositifs toulousains de Veille Sociale, d'Hébergement d'Urgence, d'accueil de jour, de réseau Ville-Hôpital...
- b) Il reviendra en outre aux chercheurs associés au projet de mettre la production régionale en regard des approches plus théoriques.

Objectifs du premier volet : Constitution et mise en circulation de l'information sur l'expérience régionale et nationale, les actions entreprises et leurs acquis, ainsi que sur les études et les recherches à visée plus conceptuelle.

2 – Aide à la mise en place et à l'animation des instances départementales de coordination

2 - 1. La démarche se donne, au niveau régional :

- un comité de pilotage (composition)
- un groupe projet (ORSMIP, FNARS, UNIVERSITE...)

2 - 2. Au niveau départemental : mobilisation-animation des groupes de travail

Soutien aux instances de coordination animées localement par la DDASS.

Participation au travail de commissions réunissant le plus largement :

- les représentants des collectivités locales,

- les professionnels concernés par les publics de jeunes "errants" :
 - travailleurs sociaux, acteurs d'insertion,...
 - acteurs de santé
 - responsables de structures
 - intervenants associatifs
- l'action bénévole et les représentants des publics.
- ▶ Objectifs à court terme :
 - analyse des situations de publics jeunes,
 - analyse des ressources départementales,
 - orientation du projet en fonction des contextes locaux,
 - aide à la constitution des outils de partage de l'information et de suivi,
 - mise en débat des besoins locaux et des actions à entreprendre.
- ▶ Objectif à plus long terme : développement de l'action concernée sur les deux sites en réseaux départementaux formalisés.

3 - Phase d'enquêtes de terrain

Quelles que soient les spécificités des contextes locaux, la démarche se propose de réaliser une enquête de terrain à deux "étages" :

3 - 1. Investigation auprès des intervenants du département

- ▶ Objectifs :
 - dresser un état des lieux de l'offre départementale en direction des publics jeunes précarisés, services mobilisables, lieux ouverts,
 - analyser les positionnements d'acteurs et représentations des publics en présence,
 - mieux saisir la dynamique locale pour préciser les besoins en matière d'action coordonnée,
 - mettre en oeuvre les moyens d'une investigation auprès des publics de jeunes en errance (voir ci-dessous)

3 - 2. Enquête auprès des publics concernés

- ▶ Objectifs :
 - apporter des éléments de meilleure connaissance des publics en présence, à des fins de définition des besoins, mais aussi,
 - travail concertatif de définition des outils d'information, de coordination et de communication.

3 - 3. Méthodologie envisagée :

- enquête par entretiens semi-directifs auprès des intervenants
- enquête par questionnaire qualitatif auprès des jeunes. () préciser dans le cadre du travail des groupes techniques départementaux)
- le recueil des données sera réalisé en mobilisant les moyens :
 - mis en oeuvre au sein du groupe projet (voir plus bas les détails de l'articulation
 - envisagée entre l'équipe FNARS et l'équipe ORSMIP),
 - des intervenants locaux membres de la FNARS,
 - des autres intervenants de terrain et animateurs de structures, accompagnés par les membres du groupe projet.
- l'enquête cherchera à différencier autant que possible les profils de publics rencontrés (jeunes contactés "en maraude", dans les structures associatives, d'accueil de jour...)
- la définition des volumes d'enquête sera fonction des contextes départementaux.

La centralisation des données sera assurée par l'ORMSIP.

4 - Analyse des résultats

Les résultats des deux phases de recueil d'information par entretiens et questionnaires feront l'objet d'une analyse sociologique de contenu.

Ce volet de la démarche sera réalisé sous la responsabilité de l'ORMSIP, avec le soutien du chargé d'étude FNARS, en collaboration entre les autres membres du groupe Projet et les chercheurs associés à la démarche.

5 - Phase d'opérationnalisation des résultats de l'étude

L'objectif à ce niveau est dans :

- mise en débat des résultats de l'étude
- leur appropriation par le collectif départemental
- la définition d'un ordre de priorités d'actions pour une mise en continuité de la démarche générale.

L'animation du travail de groupe sera assurée par le groupe projet (compte-rendu détaillé, discussion des résultats,...), qui produira en outre un rapport écrit.

ANNEXE 2

Documentation
Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

I – GENERALITES

HISTOIRE, ETHNOLOGIE, SOCIOLOGIE GENERALE

1. Anderson N. Le Hobo : sociologie du sans-abri. Paris, Nathan, 1993, 320p. OUVRAGE
2. Bourdieu P. La misère du monde. Paris, Seuil, 1993. OUVRAGE
3. Castel R. Les métamorphoses de la question sociale. Fayard, 1995. OUVRAGE
4. Damon J. Des hommes en trop. Aube, Paris, 1995. OUVRAGE
5. Donzelot J. et Roman J. 1972-1998. Les nouvelles donnes du social. *Revue Esprit* N°241, 1998. ARTICLE
6. Dorz A. Métamorphoses du travail, quête du sens. GALILÉE, 1991. OUVRAGE
7. Dubar C. La crise des identités. PUF 2000. OUVRAGE
8. Ehrenberg A. La fatigue d'être soi. Dépression et société. Odile Jacob. 1998
9. Galland O. Sociologie de la jeunesse. Armand Colin, 1997. OUVRAGE
10. Le Breton D. Dir. & alii. L'adolescence à risque. Corps à corps avec le monde. AUTREMENT, Mutations, 2002. REVUE
11. Membrado M. Le RMI : de l'offre à la demande, un malentendu sur l'insertion. *Empan* n°14, 1994. ARTICLE MIDI-PYRÉNÉES
12. Ogien A. Sociologie de la déviance. Armand Colin, 1995. OUVRAGE
13. Parmentier C. « Les jeunes sans-abri : La partie visible de l'iceberg ». *Sans-abri en Europe*, n°3, 1998, pp 4-5. ARTICLE
14. Paugam S. La disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté, Paris, PUF 1991. OUVRAGE
15. Thomas H. La production des exclus : politiques sociales et processus de désocialisation socio-politique, Paris, PUF 1997, 216p. OUVRAGE
16. Vexliard A. Le clochard. Étude de psychologie sociale (1957), Desclée de Brouwer, 1998. OUVRAGE

ENJEUX DE SOCIETE, POLITIQUES PUBLIQUES

17. Chopart JN. (1995), Les sociologues et l'exclusion. Que reste-t-il entre l'individu et l'État ? *Lien social et Politique/RIAC*, 34/ automne 94. ARTICLE
18. Chopart J.N. (1996). Le travail social face aux mutations économiques. *Recherches et prévisions* n°44, 1996. ARTICLE
19. Damon J. La question SDF. *Le Lien social*, PUF 2003. OUVRAGE

20. Donzelot J., Estebe Ph. L'État animateur : essai sur la politique de la Ville. Ed. Esprit, 1994.
OUVRAGE
21. Sociétés contemporaines, « Les sans-domicile en France et aux Etats-Unis », avril 1998, n°30,
201p. DOSSIER

II – L'ERRANCE DES JEUNES. LE PHENOMENE

DEFINITIONS, NOTIONS, CATEGORIES

1. Amrouni I. « La difficile définition de la catégorie 'jeunes'. Illustration avec les dispositifs publics en faveur des jeunes », in *Les politiques sociales catégorielles, fondements, portée et limites*, Paris, L'harmattan, 1998, pp114-134. ARTICLE
2. Chobeaux F. « L'errance active : lieu de focalisation de nouvelles valeurs en émergence », Premières Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée, Marseille, 22,23 et 24 octobre 2003. COMMUNICATION
3. Clément S., Mantovani J. L'habiter des SDF, fonctions de « passage » et insertion. Communication aux Journées régionales « L'Errance », IRECES-PRISM - 18 juin 2002.
COMMUNICATION MIDI-PYRENEES
4. Coupiat P. « L'expérience individuelle...une prise de conscience des valeurs contradictoires des instances de socialisation, ou la place de la marginalité ». Premières Rencontres Jeunes et Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée, Marseille, 22,23 et 24 octobre 2003.
COMMUNICATION
5. Damon J. « La question SDF, ciblage et bricolages. » Ballet D. (dir.) « *Les SDF- Représentations, trajectoires et politiques publiques* », PUCA, Articles de recherche, Dec. 2003. ARTICLE
6. Deschamps JP. « jeunes errants », *Journal du droit des Jeunes*, n°1601, 1996, pp.8-17.
ARTICLE
7. Galland O. « Les jeunes et l'exclusion », in *L'exclusion : l'état des savoirs*, S. Paugam, 1996, pp. 183-192. ARTICLE
8. Labadie F. « L'évolution de la catégorie jeune dans l'action publique depuis 25 ans ». *Recherches et prévisions*, n° 65, pp 19-29. 2001. ARTICLE
9. Laberge D. L'errance urbaine. Quebec, Multi-mondes, 2000. OUVRAGE
10. Paugam S. (dir.) L'exclusion, l'état des savoirs, Paris, La Découverte. RECUEIL
D'ARTICLES
11. Pichon P. Un point sur les premiers travaux sociologiques français à propos des sans domicile fixe. *Sociétés Contemporaines* n°30, 1998, pp 95-109. ARTICLE

12. Pons M. « L'errance des jeunes en Haute Garonne » - Une approche des représentations du phénomène chez les acteurs de terrain. Rapport d'étude. GRIF - DDASS de la Haute Garonne. Toulouse 1998. RAPPORT D'ETUDE MIDI-PYRENEES
13. Sloterdijk P., Bourgois Ch. La mobilisation infinie, 2000. OUVRAGE
14. Soulié C. « Le classement des sans-abri ». *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, n°118, 1997, pp 69-80. ARTICLE
15. Vassort M. « L'errance urbaine : lieux, circuits, parcours » Ballet D. (dir.). « *Les SDF- Représentations, trajectoires et politiques publiques* ». PUCA. Articles de recherche. Dec. 2003. A Marseille, et notamment parmi les plus jeunes, souvent des mineurs d'origine étrangère. ARTICLE - MARSEILLE
16. Xiberras M. Les théories de l'exclusion, Armand Colin, 1996, 242p. OUVRAGE

LA CONDITION DES « ERRANTS ». CULTURES, HABITAT, MOBILITE...

17. Amosse T., Doussin A., Firdion JM., Marpsat M. « Vie et santé des jeunes sans domicile ou en situation précaire : enquête INED Paris et petite couronne », *Questions d'économie de la santé*, n°40, septembre 2001. ARTICLE
18. Aubrée L., Wallez P. « Jeunes sans domicile fixe : apport à la connaissance de l'errance, socialisation et capital social ». Ballet D. (dir.). « *Les SDF- Représentations, trajectoires et politiques publiques* ». PUCA. Articles de recherche. Dec. 2003. *Analyse des processus d'entrée et de sortie de l'errance chez les jeunes âgés de 18 à 30 ans*. ARTICLE
19. Bozon M., Villeneuve-Gokalp C. L'art et la manière de quitter ses parents. *Population & Sociétés*, n°297, 1995. ARTICLE
20. Blanc M., (Clément S.). Habiter sans logis. Revue ESPACE et SOCIETE. n°... 2004. REVUE
21. Chambaz Ch., Herpin N. « Débuts difficiles chez les jeunes : le poids du passé familial ». *Economie & Statistique*. n° 283-284. 1995, pp 111-125. ARTICLE
22. Chobeaux F. Les nomades du vide. Des jeunes en errance, de squats en festivals, de gares en lieu d'accueil, Paris, Actes Sud, 1996, 128p. OUVRAGE
23. Clément S., Fierro F., Mantovani J., Pons M. A la croisée de lieux et de chroniques : les gens de la rue, Ballet Danièle (dir.). « *Les SDF. Représentations, trajectoires et politiques publiques* ». PUCA. Articles de recherche. Déc. 2003. ARTICLE MIDI-PYRENEES
24. Desplanques G. « Être ou ne plus être chez ses parents ». *Économie & Statistique*. n°292, 1994. ARTICLE
25. Dumpty H. « Avoir 20 ans dans la rue », *Turbulences*, 1994, n°7, pp 6-8. ARTICLE
26. Firdion JM., Marpsat M. « Sans domicile mais pas sans famille », *Fondations*, n°7, 1998, pp. 121-135. ARTICLE

27. Frechon I. « Être placées à l'adolescence... et après ? ». *Études et recherches* n°4, 2001, ARTICLE
28. Giraud M. « Le jeune SDF : socio-analyse de la précarité ». L'Harmattan, Paris, 2004
A partir de récits biographiques, analyse le malaise de plusieurs générations contraintes de vivre dans des conditions d'extrême pauvreté, à la rue. Sans domicile fixe, ils vivent de maigres ressources, voire de mendicité. Montre que cette expérience devient fréquente dans nos sociétés post modernes pour une grande partie de la jeunesse face à la crise et à la pénurie des logements. OUVRAGE
29. Giraud M. « Travail, besoins et ressources des sans ressources ». Enquête dans et autour de deux unités d'hébergement pour jeunes adultes (18-25 ans) gérés par la prévention spécialisée du Rhône. Ballet D. (dir.). « *Les SDF- Représentations, trajectoires et politiques publiques* ». PUCA. Articles de recherche. Dec. 2003. ARTICLE
30. Grell P. Mouvement et sentiment de l'existence chez les jeunes précaires. *Revue Internationale de sociologie*. 2005. ARTICLE
31. Guillou J. Les jeunes sans domicile fixe et la rue, ou « au bout d'être énervé », Paris, L'Harmattan, 1998. OUVRAGE
32. Jouan F. « L'homme erra pour quat'sous. Contribution à la réflexion sur la question des SDF ». Mémoire de diplôme supérieur en travail social. CPDSTS Toulouse. 2002. Les SDF à Perpignan. La place des jeunes apparaît en creux. ETUDE SUR SITE - PERPIGNAN
33. Lanzarini C. Un exercice de santé mentale ou les pratiques de survie identitaire : pauvreté extrême et onirisme social. *Prévenir Ville santé* n°31. ARTICLE
34. Marpsat M. & Firdion JM. 2000. « La rue et le foyer. Une recherche sur les sans abri et les mal logés dans les années 90 ». INED. Collection Travaux et documents. Paris. RAPPORT
35. Marpsat M., Firdion JM., Meron M. Le passé difficile des jeunes sans domicile. Population et société. N°303. 2000
36. Firdion JM., Marpsat M. « Sans domicile, mais pas sans famille ». *Fondations* n° 7, pp121-135, 1998. ARTICLE
37. Marpsat M. & Firdion JM. « les ressources des jeunes sans domicile et en situation précaire ». *Recherches et prévisions* n° 65, pp 91-112. ARTICLE
38. Pichon P. Survivre Sans Domicile Fixe. Etude socio-anthropologique sur les formes du maintien de soi, thèse de doctorat, Université Lyon II, 1995. THESE
39. « Les lieux publics de la survie quotidienne, recherche exploratoire : parcours urbains et suivis de personnes sans domicile dans deux quartiers parisiens. Plan Urbain/INED. Novembre 1996. RAPPORT DE RECHERCHE
40. Zebeidi-Henry Djemila. Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre. D'autre Part. 2002. OUVRAGE - BORDEAUX

III – ERRANCE DES JEUNES ET ACTION PUBLIQUE

PROGRAMMES PROCEDURES, DISPOSITIFS.

DOCUMENTS ET RAPPORTS TECHNIQUES

1. Avramov D. « Les jeunes sans-abri dans l'Union Européenne », sixième rapport de l'observatoire Européen des sans-abri, Bruxelles, FEANTSA, 1998. RAPPORT
2. Barbe L. & alli. Guide méthodologique de la démarche de diagnostic partagé sur l'errance et la grande marginalité des jeunes. Ministère de l'emploi et de la solidarité. 2000. RAPPORT
3. Billaud V. La santé dans les politiques des villes : étude bibliographique pour le Conseil National des Villes. MDSI. Intervention Santé. 1999. BIBLIOGRAPHIE
4. Chazy O. Synthèse des travaux de diagnostic partagé sur la grande précarité et l'errance des jeunes. Direction Générale de l'Action Sociale, DGAS, Paris, 2001, RAPPORT
(Comme Barne & alii ci-dessus, rend compte de la dynamique impulsée par la DGAS à partir de 97. Il en ressort un ensemble de comptes-rendus et de documents techniques départementaux et régionaux, parmi lesquels :
5. Phénomènes d'errance chez les jeunes en Tarn et Garonne. DDASS 82. RAPPORT MIDI-PYRENEES
6. L'errance des jeunes. Montpellier, Béziers, Sète. Un diagnostic-action partagé initié par la DDASS de l'Hérault. Oct. 1998. RAPPORT - HERAULT
Autres documents : sources DDASS et DRASS des départements et régions de :
 - Doubs
 - Drôme
 - Gard
 - Ile et Vilaine
 - Indre et Loire
 - Loire Atlantique
 - Haute Vienne
 - Territoire de Belfort
 - Martinique
 - Auvergne
 - Bretagne

Autres sources :

7. Berlioz G. L'Errance dans le champ des préoccupations des élus locaux. In Barbe & alii). Intéressant résumé des résultats d'une enquête auprès des élus locaux du Tarn et Garonne. RAPPORT D'ETUDE MIDI-PYRENEES

8. Villane J.F. (Préface Berlioz G.) Sauvegarde de l'Enfance. Volume 55, 4. L'errance des jeunes. Oct. Nov. 2000. DOSSIER
9. De Gouy A. « Les jeunes sans-abri », Rapport destiné à l'Observatoire Européen des sans-abri, Habitat Éducatif, Vitry sur seine, 1996. RAPPORT
10. Direction de l'Action Sociale. « Diagnostic partagé sur l'errance des jeunes – atelier n° 1 : Réflexions sur l'errance. Atelier n°2 : L'état des réponses ». Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 1998. DOCUMENT
11. DRASS Midi-Pyrénées. Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins. 2003-2003. DOCUMENT TECHNIQUE – MIDI-PYRENEES
12. Échanges santé-social, « La lutte contre les exclusions », n°92, Décembre 1998, 80p. DOSSIER
13. Lazarus. Groupe de travail : « Ville, Santé mentale, précarité et exclusion sociale ». Antoine Lazarus Prés. : Une souffrance qu'on ne peut plus cacher. DIV DSU DIRMI. 1995. RAPPORT MINISTERIEL
14. Comité National de l'accueil des personnes en difficulté. Squats et habitat de fortune. Document de réflexion partenariale. Direction de l'Action Sociale. 1999
15. DDASS des Hautes-Pyrénées. Précarité et accès aux soins à Lourdes. DDASS 65-ORSMIP. 2003. RAPPORT
16. DDASS des Hautes-Pyrénées. Schéma départemental de l'accueil et de l'insertion. Tarbes, année 2001
17. DDASS du Gers. Schéma départemental de l'accueil et de l'insertion. Auch, année 2000
La démarche de réactualisation du schéma a été lancée en ce début 2005.
18. FNARS Lorraine. Étude observation sur l'errance dans la ville de Metz. 1998. ETUDE ERRANCE ET TRAVAIL SOCIAL. REFLEXION GENERALE
19. Chobeaux F. « Jeunes en errance et politiques publiques », *Fondations*, n°5, 1997, pp.71-77. ARTICLE
20. Chobeaux F. L'errance active : politiques publiques, pratiques professionnelles, Paris, *ASH*, 2001. ARTICLE
21. Corbillon M., Assailly J.P., Duynes M. 1998. « L'Aide Sociale à l'Enfance : Dépendance et devenir adulte des sujets placés ». *Population* n°2. pp 473-479. ARTICLE
22. Coucoureux H., Pons M., Sanchez F. «Étude sur les phénomènes de marginalisation des personnes « Sans Résidence Stable ». Association Médianes - Contrat de ville pour l'agglomération toulousaine. Toulouse 1995. Un travail « historique » à Toulouse, dans le cadre du Contrat de Ville de l'agglomération toulousaine. RAPPORT D'ETUDE MIDI-PYRENEES
23. Donville O. « Errer à l'adolescence ? Adolescence en crise et champ social », *Sauvegarde de l'enfance*, 49(2) : 149-157, 1994. ARTICLE

24. Le Hauton G. L'errance...une déviance ? Coll. Sociologie du quotidien, 1998. OUVRAGE
25. Le Grand E. Les jeunes errants subissent l'indifférence comme une violence. Prévenir les violences. *La Santé de l'homme*. 2003 (Cf. Chobeaux) « En raison notamment d'un manque de « considération » des institutions. ARTICLE
26. Lien social. Et si l'errance des jeunes n'était qu'un moindre mal, n°538, juillet 2000.
27. Lien social. Comment les jeunes errants mettent le travail social en difficulté, n°473, février 1999.
28. Lien social. Les jeunes en errance, n°385, février 1997
- DOSSIERS
29. Marie-Luce V. L'errance gagne la société martiniquaise. Quelles réponses sanitaires et sociales au regard de la nouveauté du phénomène. ? ? ? 2001
30. Pecquenard-Imbert S. Les actions santé du Contrat de Ville de l'agglomération toulousaine. CITUS- CIEU, DRASS, 2003. RAPPORT D'ETUDE – MIDI-PYRENEES
31. Tremintin J. Le travail social face aux jeunes « errants » . *Revue Social* 44. Janvier-Février 1999.
- Article qui fait suite à un forum organisé par La DDASS de Loire Atlantique et à la démarche de diagnostic menée dans le département. Il pointe les difficultés que rencontre le travail social face à des phénomènes difficiles à qualifier : « Une définition aléatoire » - « Les institutions au défi de l'errance des jeunes » - « ces jeunes errants qui nous confrontent à bien des questionnements sur notre société et sur notre mode de fonctionnement professionnel »*
- Conclu sur la nécessité de nouer ou renouer un contact avec eux, aussi difficile que cela apparaisse au regard des missions sociales pré-existantes.*
- ARTICLE
32. ANAS-FNARS. Les défis de l'innovation sociale. ESF Editeur. 2001. OUVRAGE

IV – ORIENTATIONS POUR UNE ACTION SPECIFIQUE

ACCUEIL HEBERGEMENT

1. Chobeaux F. « Jeunes en errance et intervention éducative : l'expérience des hébergements estivaliers », *Sauvegarde de l'enfance*, 50(3) : 254-260, 1995. ARTICLE
2. Pierson V. Réorganiser un service d'accueil en vue de favoriser l'insertion des jeunes en errance. ENSP Rennes. 2001. MEMOIRE
3. Vidal Naquet P. «Des lieux pour être soi ». DGAS. 1998. RAPPORT
4. WURTZ D. Réflexion sur l'adaptation des structures d'hébergement d'urgence temporaire au public des jeunes en grande difficulté sur l'agglomération grenobloise. ENSP Rennes. 2000. MONOGRAPHIE

5. Zittoun Ph. & alii. « L'institutionnalisation d'actions politiques locales à destination des SDF. Analyse comparative de trois villes : Lyon, Grenoble et Orléans ». In Ballet Danièle (dir.). « *Les SDF- Représentations, trajectoires et politiques publiques* ». PUCA, Articles de recherche, Dec. 2003. ARTICLE

SQUATS

6. Bouillon F. A quoi servent les squats ? Compétences des acteurs et ressources des lieux *Revue Française des affaires sociales*. n°2. 2002. Sans-logis et squatters. ARTICLE - MARSEILLE
7. Noblet P. L'action sociale et les squatters. *Revue Française des affaires sociales*. n°2. 2002. Sans-logis et squatters. ARTICLE
8. *Revue française des Affaires sociales*. Sans-logis et squatters. Auto-organisation et mobilisation collective. n°2 – Avril Juin 2002.
9. Sarazin Isabelle. Le squat, un sas pour l'insertion ? *Actualités sociales hebdomadaires*. 14 Mai 1979. ARTICLE
10. Uhry M. Frottements ignorants : L'institution et les squats. Point de vue de la FAPIL. *Revue Française des affaires sociales*. n°2. 2002. Sans-logis et squatters. ARTICLE

TRAVAIL DE RUE, APPROCHE, ACCOMPAGNEMENT

11. Cassin V. La prévention des conduites à risque des jeunes qui fréquentent les free-parties. Mémoire d'assistant de service social. DRASS Île-de-France. 2004. MEMOIRE
12. Fezaa D. « Une pratique d'accompagnement de jeunes ». *Les Cahiers de L'Actif*. N°342-343. 1999
Approche psycho-sociale qui préconise un suivi de jeunes errants passant par un travail sur le soi : « travailler avec lui l'entre temps, () saisir ce qu'il s'est passé pendant ce temps d'errance où il s'est noyé, enveloppé, camouflé ... » ARTICLE
13. Fassin D. Des maux indicibles. Sociologie des lieux d'écoute. ??? 2004. RAPPORT DE RECHERCHE
14. Guardiola I. Les jeunes sans domicile fixe. L'errance en questions. In *L'École des parents*. 10-11 2003. Considère les « actions d'approche et de prise en charge » ARTICLE
15. Mantovani J., Cayla F. L'Équipe Mobile Sociale et de Santé (EMS). Toulouse. ORSMIP et CHU Toulouse. 2002. RAPPORT D'EVALUATION – MIDI-PYRENEES
16. Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Sur les chemins de l'errance estivale. 2000. RAPPORT D'ENQUETE – dont PERPIGNAN – LA ROCHELLE
17. Ulpat A. Jeunes à la rue. Quand les éducateurs se font médiateurs. ??? 1998

ACTION SANTE

18. Benchehda H. Créer une maison relais pour stabiliser et étayer la personne chronicisée accueillie en CHRS d'urgence. ENSP Rennes. 2004. MONOGRAPHIE
19. Cayla F. « Evaluation des actions d'accompagnement, médiation, permanence ou consultation santé dans les lieux d'accueil ou d'hébergement en Midi-Pyrénées », rapport réalisé dans le cadre de l'évaluation du PRAPS 1, ORSMIP, juin 2002. RAPPORT DE SUIVI
20. Joubert M. Souci de prévention et souci démocratique. La santé au cœur des changements urbains. *Prévenir* n° 31. 1996. ARTICLE
21. Lebas & alii. Errances, maladies, prise en charge médicale : une seule trajectoire de vie. Errance, exclusion. Champ psychosomatique. PASS Beaudelaire Paris. 2000. ARTICLE
22. Mantovani J., Clément S., Fernandez Ph., Cayla F. Pour une action de rue de la Mission France Toulouse. Historique et perspectives de promotion de la santé. ORSMIP - Médecins du Monde. Novembre 2000. RAPPORT D'ETUDE - MIDI-PYRENEES

VEILLE SOCIALE

23. Simon M-O. « Les deux tiers de la population prêts à faire appel à la téléphonie sociale ». *Consommation et modes de vie* N° 154. Novembre 2001. ARTICLE
24. Veille sociale départementale (Haute Garonne). Rapport d'activités 2002-2003. EMS PAIO CCAS Assoc. Soleil Toulouse. RAPPORTS D'ACTIVITE – MIDI-PYRENEES
25. FNARS et alii. « La veille sociale face à l'urgence » ESF Editions, collection Action Sociale. 2001

AUTRES

26. Pons M., LLORCA M.C., RIGAUDIERE C. « Amélioration des modalités de passage de jeunes en difficulté entre la scolarité obligatoire, les dispositifs d'insertion, l'emploi et le RMI ». Mission Locale de Toulouse- CREA I M.P. - Equipe REPERE CREFI UTM. Toulouse 1996-1997. RAPPORT D'ETUDE – MIDI-PYRENEES
27. Vachon J. « Errance des jeunes, quelles réponses ? », *Actualités sociales Hebdomadaires*, n°2027, 1997, pp 23-24. ARTICLE

V – LA QUESTION DU LOGEMENT

1. Ballain R., Jaillet MC. « Le logement des démunis : quel accompagnement social ? », *Esprit*, n°241, 1998, pp.128-141. ARTICLE – MIDI-PYRENEES

2. Bouillon F. Squats et errance. Quels enseignements ? Ballet D. (dir.). « *Les SDF- Représentations, trajectoires et politiques publiques* ». PUCA. Articles de recherche. Dec. 2003. ARTICLE - MARSEILLE
3. Bresson M. Les SDF et le nouveau contrat social. L'importance du logement pour combattre l'exclusion, L'Harmattan, 1997, 235p. OUVRAGE
4. Chapeaux L., Mouillart M. « Les besoins en logement des jeunes », *Fondations*, n°7, 1998, pp.87-97. ARTICLE
5. Clément S., Mantovani J., Fierro F., Pons M., Drulhe M. A la croisée de lieux et de chroniques : les gens de la rue. Figures de SDF entre action publique et rôle des passeurs. ORSMIP-CIEU CNRS- PRISM- In Situ Consultants- U INSERM 558. Recherche financée par le PUCA. Avril 2002. RAPPORT DE RECHERCHE – MIDI-PYRENEES
6. Conseil national de l'information statistique. « Pour une meilleure connaissance des sans-abri et de l'exclusion du logement ». Rapport final du groupe de travail sur les sans-abri, Paris, CNIS, 1996, 162p. RAPPORT
7. Haut comité pour le logement des personnes défavorisées. « Le besoin de cohérence dans la politique du logement », 5^{ème} rapport du haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, Paris, 1999, 86p. RAPPORT
8. Lagandré F. « Les phénomènes d'errance chez les jeunes de 15 à 25 ans ». Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée, Ministère de l'emploi et de la solidarité, enquête réalisée en 1994. RAPPORT

VI – ACCES AUX SOINS - PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE

1. Amosse T., Doussin A., Firdion JM., Marpsat M. « Vie et santé des jeunes sans domicile ou en situation précaire : enquête INED Paris et petite couronne », *Questions d'économie de la santé*, n°40, septembre 2001. ARTICLE
2. Clément S. Drulhe M., Mantovani J., Membrado M. La santé publique et la question sociale à l'épreuve de la ville. Mobilisation urbaine et précarité à Toulouse. Les figures urbaines de la santé publique, sous la direction de D. Fassin. *La découverte*. 1998. ARTICLE – MIDI PYRENEES
3. Fierro F., Martin G. « Accès aux soins des publics en grande précarité et en souffrance psychique sur la zone du Comminges. Analyse des réseaux ». Association Pour la Recherche et l'Information Sociale et Médicale (P.R.I.S.M.). Toulouse 1997. RAPPORT D'ETUDE – MIDI-PYRENEES
4. GRAPHITI – TOULOUSE. Rupture, errance, usagers intraveineux : sociologie et clinique de parcours de jeunes par temps de crise. Actes de la journée de Juin 1998. 2003.

VII - LE RURAL

Dans un domaine bien peu alimenté, voir aussi : 2-27, 5-5, ainsi que les documents qui se rapportent aux Pyrénées Orientales. Différents articles de presse ont rendu compte du phénomène des « mattes » des hautes vallées du Conflent et du Vallespir : jeunes installés dans les zones de montagnes (les mattes), en relation plus ou moins étroite avec le milieu urbain.

1. Balley C., Lenormand P., Mathieu N. Le RMI en milieu rural. Étude réalisée dans six départements, Paris, Strates, 1991, 154p. RAPPORT D'ETUDE
2. Balley C., Lenormand P., Mathieu N. « Territoire rural, RMI, pauvreté », *Sociétés contemporaines*, n°9, 1992, pp.53-75. ARTICLE
3. Galland O., Lambert Y. Les jeunes ruraux, L'Harmattan, 1993, 253p. OUVRAGE
4. Maclouf P. (dir.). La pauvreté dans le monde rural. Association des Ruralistes Français, L'Harmattan, Paris, 1986, 329p. OUVRAGE
5. Mathieu N. « La pauvreté en milieu rural ». *Alternatives économiques*, 199, pp.12-14. ARTICLE
6. Toutain X., Kenny-Cazin A., Mathieu N. L'exclusion en milieu rural. Rapport final, Paris, SEGESA/STRATES, 1996, 84p. RAPPORT D'ETUDE

ANNEXE 3

LA FREQUENTATION DU LIEU D'ACCUEIL DE JOUR DU COLIBRI

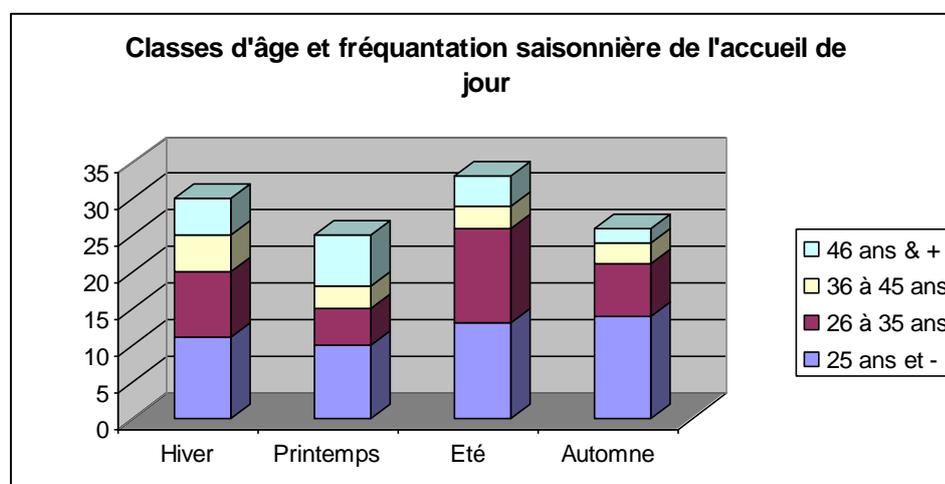
ALBI 2004

LES DONNÉES

Elles ont été constituées sur la base des fiches individuelles que les membres de l'équipe informent à chaque passage.

Nous avons constitué un échantillon aléatoire de 114 personnes, représentant environ un quart de la fréquentation entre les mois de janvier et d'octobre 2004 inclus. Réalisée au début du mois de novembre, l'enquête s'est donc privée des données concernant les deux derniers mois de l'année.

Elle n'en reflète pas moins les écarts saisonniers relatifs de fréquentation entre une partie de la période hivernale (janvier-mars), le printemps (avril-mai), la période d'été (juin en août) et celle d'automne (Septembre-octobre)



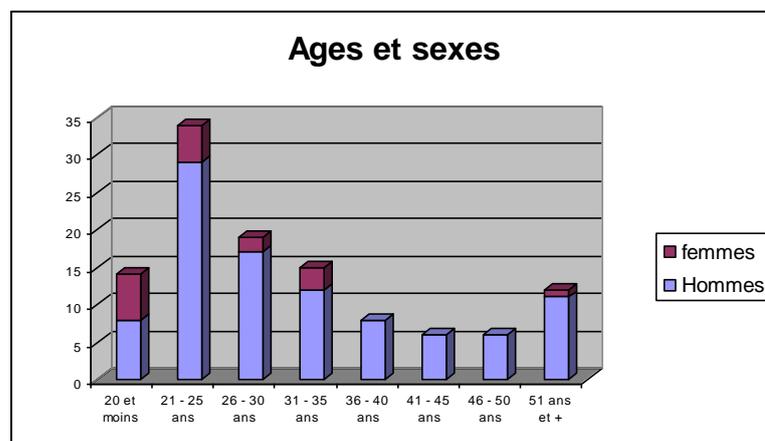
On voit que les écarts saisonniers ne sont pas très significatifs, même si la fréquentation des jeunes (en fait des personnes âgées de 18 à environ 30 ans) a été assez significativement supérieure pendant les beaux jours.

On peut penser que ces données reflètent en partie les effectifs de jeunes de passage, mais qu'une partie du « passage » estival ne s'adresse pas à l'accueil de jour.

On notera par contre que la demande des jeunes reste importante y compris durant la période hivernale, ce qui semble refléter à la fois la diversité des publics précaires, et une demande

constituée moins de personnes de passage que de personnes marginalisées sur la ville. Nous nous attacherons plus bas à mesurer la part que représentent les habitants des squats et autres habitants précaires.

Ages et sexes



Les jeunes adultes de 20 ans et moins représentent environ 12% de l'ensemble. La classe des 21-25 ans apparaît beaucoup plus nombreuse (près de 30% de l'échantillon). L'ensemble des jeunes de « 30 ans et moins » représente tout de même 60% de l'ensemble, ce qui situe l'ampleur des phénomènes de jeunes par rapport à celles des plus anciens routards, clochards ou précaires.

On compte 15% de femmes, mais surtout du fait de leurs effectifs significatifs parmi les plus jeunes : près d'une personne sur quatre parmi les « moins de 25 ans ». Les propos de professionnels selon lesquels les jeunes femmes seraient particulièrement nombreuses dans les générations de jeunes en voie de marginalisation trouve ici un début de confirmation.

Ages et nationalité

Le public de l'accueil de jour se constitue de personnes de nationalité française dans près de 77% des cas.

Les seuls effectifs significatifs de personnes de nationalité étrangères concernent ressortissants des pays d'Afrique du Nord (15% de l'ensemble). La diversité des publics de demandeurs d'asile ne semble pas représentée dans ce cas.

Dans leur ensemble, les étrangers représentant 12% des plus jeunes (les 25 ans et moins), et 30% des publics plus âgés. Les questions relatives à l'errance des jeunes apparaissent ainsi assez nettement déconnectées de celles de l'immigration.

Ages et ressources déclarées

Age	Ressources								Total
	Aucune	AAH	Formation	Alloc Insert	Assedic	RMI	Travail précaire	Autres	
20 et moins	12		1				1		14
21 - 25 ans	20	1	1	2	3	3	3	1	34
26 - 30 ans	6	3			1	6	1		17
31 - 35 ans	3	3			1	7	1		15
36 - 40 ans	2					5	1		8
41 - 45 ans	4					2			6
46 - 50 ans	1				2	3			6
51 ans et +	5	1			1	2		3	12
Total	53	8	2	2	8	28	7	4	112

L'essentiel des jeunes est sans ressource déclarée ni statut défini, ainsi qu'une part très significative des « 21-25 ans ». La part des RMistes est importante dès 25 ans révolus. Celle des allocataires AAH mérite également d'être notée.

A une exception près personne n'est déclaré se trouver dans des conditions stables de travail.

Ages et statut de logement

Age	Logement							Autres	Total
	Aucun, Rue	Amis	Apt privé	famille	Foyer	Héberg. Div.	Véhicul.		
20 et moins	3	3		3	1	1	3		14
21 - 25 ans	8	5	2	5	5	2	5	1	33
26 - 30 ans	5	3	4		4		1	2	19
31 - 35 ans	6	2	2	1	1	1		1	14
36 - 40 ans	1	2				3	1		7
41 - 45 ans	2	2					2		6
46 - 50 ans	3	1	1	1					6
51 ans et +	5	1	1	1		3	1		12
Total	33	19	10	11	11	10	13	4	111

30% des personnes sont considérés vivre à la rue, sur la route, sans aucun logement. 11% vivent dans un véhicule, plus de 17% sont hébergés par des amis ou connaissances. Les situations d'habitat en foyer et CHRS représentent de l'ordre de 10%, comme celles que nous avons nommées ici « hébergement divers », ces dernières recouvrant le plus souvent des solutions de courte, voire de très courte durée (accueil de nuit, hôtel, hospitalisation, hébergement associatif, etc.).

Environ 12% de l'ensemble peuvent être seuls considérés comme disposant d'un logement autonome, parfois en situations précaires (préavis d'expulsion, fin de bail non renouvelé...)

Un jeune de moins de 26 ans sur 6 habite chez des parents. Ceux qui vivent dans un véhicule, comme ceux qui sont hébergés par des amis apparaissent dans des proportions analogues. Près d'un jeune de moins de 26 ans sur 4 est déclaré « à la rue ».

Age et origine géographique des personnes

L'origine géographique des personnes reçues à l'accueil de jour est connue dans plus de 9 cas sur 10. A vrai dire, il n'est pas assuré que cette indication soit très homogène, et il reste difficile de dire si elle précise la dernière résidence en date, une origine familiale récente, ou une origine plus ancienne.

Ces données n'en permettent pas moins de mieux comprendre ce qui précède en précisant un peu les données de parcours :

Age	Provenance						Total
	Albi	Lot	Midi-Pyrénées	France. Sud.	Autre région Fr.	Étranger	
20 et moins	7	1	1	1	4		14
21 - 25 ans	5	7	4	5	10	1	32
26 - 30 ans	3	4	3	2	5		17
31 - 35 ans	2	3	6		2	1	14
36 - 40 ans	2		2		3		7
41 - 45 ans	1	1		1	2		5
46 - 50 ans	1		2			1	4
51 ans et +	1	2	3	1	2	1	10
Total	22	18	21	10	28	4	103

Elles montrent notamment

- qu'une part importante des plus jeunes est reconnue comme originaire de la ville (plus de 20%),
- que les jeunes de « 21-25 ans » (et même de la classe des « 26-30 ans ») sont par contre plus souvent originaires des autres départements et autres régions de France métropolitaine.

On retrouve par-là quelques caractéristiques évoquées dans d'autres sites (Voir à Montauban, Tarbes, Auch), des publics dits de l'errance :

- des personnes très jeunes souvent d'origine locale ou assez proche (hommes et femmes)
- des moins jeunes sur des trajectoires de mobilité à plus long cours.

Situation de l'emploi et du logement des publics de jeunes

Les données qui précèdent ne permettent pas de caractériser vraiment les publics de jeunes, et à quel point ils peuvent ou non relever d'une définition de l'errance. Avant de tirer quelques conclusions, on s'attachera à préciser un peu les profils des « moins de 30 ans ».

Logement	Ressources					Total
	Aucune	AAH	Format. Alloc.	RMI	SAL	
Aucun	14			1		15
Amis	4		5	1		10
Appart. Auto.l	1		1	1	2	5
Famille	4		1	2	1	8
Foyer	5	1		2		8
Héberg. Div.	2	2	1	2	2	9
Véhicule	7	1	1			9
Total	38	4	9	9	5	64

Rappel : l'effectif qui s'affiche ici de 64 jeunes de « moins de 30 ans » est le résultat d'un échantillonnage au 1/4 des premiers accueils du Colibri entre janvier et novembre 2004. Pour se représenter les effectifs absolus de jeunes effectivement accueillis au cours de l'année il faut se livrer à un calcul approchant : $64 \times 4 / 10 \times 12 =$ environ 300 jeunes. Ce chiffre peut être légèrement surestimé si l'on considère que le nombre de jeunes accueillis au cours des deux derniers mois de l'année a pu être un peu plus faible que la moyenne des 10 premiers mois.

Il faut également rappeler combien ce chiffre dépasse de beaucoup celui des jeunes marginalisés les plus visibles, repérables du fait de leur présence régulière sur certains espaces publics de la ville : de 20 à 30 personnes selon les résultats du travail de rue effectué au cours des premiers mois de l'année 2005.

Sur cet effectif, entre 20 et 25% apparaissent démunis autant de revenu que de logement. Les ressources dont certains disposent se situent souvent hors des cadres de l'intervention sociale, dans les réseaux d'amis, la famille, le fait de disposer d'un véhicule... Le RMI pour les « de 25 ans », l'AAH parfois, les allocations d'insertion, quelques formations... constituent l'essentiel des ressources d'origine institutionnelle. Elles ne concernent guère plus de la moitié des jeunes considérés, dans une « population » que l'on peut considérer comme relativement demandeuse (les jeunes les moins « demandeurs » constituant la part invisible : celle des jeunes qui ne s'adressent pas aux structures d'accueil).

Il semble que l'on retrouve à Albi des composantes très proches de ce que d'autres sources ont vérifié, et en particulier ces situations de jeunes pour lesquels « il n'y a pas de solution », ou qui « n'ont plus leur place » du point de vue d'une intervention publique.

Ces quelques données restent toutefois insuffisantes pour rendre compte de la réalité de situations de jeunes mobiles, estivaliers et festivaliers de passage. Il est aussi difficile de faire la part de ces jeunes d'origine locale, sans statut ni revenu, mais dont on connaît mal les ressources informelles.

Statuts de demandeurs et profils type

Les effectifs de ce sondage ne sont pas suffisants pour prétendre alimenter une typologie.

Mais certaines situations type apparaissent ici, que différentes sources ont permis de mieux documenter en d'autres lieux :

- Des jeunes en début de parcours d'insertion, mais pas (encore ?) marginalisés. En quête des ressources existantes pour un accès à l'emploi et au logement.
- On constate que la problématique principale tourne souvent autour de l'accès au logement, y compris pour des personnes relativement intégrées par ailleurs, ou inscrits dans des parcours d'insertion (personnes hébergées par des tiers ou un parent, en situation plus ou moins précaire, en habitat de fortune, ...). Le statut de sans logis tourne souvent à la marginalisation, y compris de certains de ces jeunes qui manifestent un certain rejet des solutions hors norme, et y compris des formules d'hébergement temporaire.

Caractéristiques principales des « profils » de jeunes accueillis

	18 - 20 ans	21 - 25 ans	26 - 30 ans	Total
1 – Ils sont relativement avancés dans un parcours de formation et d'insertion économique. Souvent du travail, un réseau familial... mais ils n'ont pas accès au logement, hébergés, en transit...	3	3	1	7
2 - Dans une situation assez comparable, mais de plus grande précarité en termes d'accès au travail et aux autres ressources. Parfois en habitat de fortune.	5	5	2	12
3 - Une ou des ruptures récentes sont venues remettre en cause leur situation antérieure d'insertion familiale d'habitat et de travail	1	1		2
4 - A défaut de réunir les conditions d'un accès au travail, ils sont en demande de RMI (y compris jeunes couples)		4		4
5 - Au RMI, sans logement et sans perspective notable d'insertion économique.	0	3	4	7
6 - Leur situation de précarité va de pair avec une fragilité marquée (notamment de santé - Toxico - Handicap)		5	2	7
7 - Ils apparaissent hors d'état de faire face aux impératifs d'une insertion. Situations de grande précarité au plus près d'une définition du "handicap social"	3	1	5	9
8 - Hors travail et hors logement, sans perspective immédiate. Souvent accompagnés de chien(s), ce qui leur ferme les portes de l'hébergement et du logement.	2	9	1	12
9 - Personnes décrites comme étant seulement de passage. "Routards" et autres.		3	1	4
ENSEMBLE	14	34	16	64

- Les situations de jeunes sur des parcours de marginalisation plus profonde, certains accompagnés d'un chien(s), d'autres sans chien mais tout aussi fragilisés au plan psychosocial, représentent près d'un jeune de « moins de 30 ans » sur trois, soit près d'une centaine de personnes accueillies sur une année entière.

Ces jeunes ont recours au lieu d'accueil pour des demandes ponctuelles, mais souvent sans perspective de normalisation rapide. La présence de chiens, parfois leur condition de toxicomanes ou leurs conduites inappropriées (agressivité, délire...), les excluent aussi des dispositifs d'hébergement et de réinsertion sociale.

- On attirera encore l'attention sur la situation de certains jeunes adultes qui apparaissent inscrits dans des parcours parfois déjà longs de précarité et de souffrance. Parmi eux des personnes fragiles, certaines reconnues comme handicapées (AAH), d'autres non. Les demandes de certains ne sont pas considérées comme très légitimes, ni leurs comportements comme très conforme.

Ces situations confirment les observations antérieures sur d'autres sites (Gers, Ariège, ...).

Certaines composantes bien connues par ailleurs apparaissent par contre assez peu représentées parmi les publics de l'accueil de jour.

- Des jeunes, souvent en couple, en lien avec d'autres et a priori assez bien organisés dans leurs déplacements souvent saisonniers, qui s'adressent aux structures d'accueil de jour pour des demandes ponctuelles de soutien (hébergement, pécuniaire, hygiène...)
- Profils de jeunes « voyageurs » estivaux dont on a déjà vu qu'ils n'apparaissent pas de façon aussi nette ici que dans certaines structures analogues dans d'autres villes de Midi -Pyrénées.
- Des habitants squatters dont l'enquête qualitative semble montrer qu'ils sont assez nombreux à Albi, mais qui semblent peu présents au Colibri (2 exemples seulement de personnes notées comme vivant en squat)
- Les jeunes d'origine familiale albigeoise, mais plus ou moins en rupture, dont l'expérience de Montauban, notamment, a montré la place qu'ils tiennent dans la visibilité des phénomènes d'errance des jeunes dans les espaces de centre-ville.

Ces situations-type sont bien connues du Colibri, mais sans doute les jeunes considérés sont-ils peu demandeurs vis à vis d'un lieu qui se confirme bien dans un rôle pivot mais semble surtout reconnu comme recevant les demandes ponctuelles d'hébergement temporaire et d'aides d'urgence, c'est à dire comme structure ouverte aux personnes SDF de passage plus qu'aux jeunes habitants permanents précarisés.

Les réponses de l'accueil de jour

Les limites de l'urgence face à l'errance des jeunes

Quelques nuitées d'hébergement, quelques bons-repas, un peu d'argent...

Dans la plupart des cas les moyens immédiatement mobilisables sont les moyens de l'urgence. On sait que ces aides ponctuelles participent parfois à un projet d'insertion à terme plus ou moins long, à un travail social coordonné, mais que l'on sait suspendu à une condition : que le jeune soit inscrit dans un parcours d'insertion, ou qu'il réponde aux critères de l'assistance institutionnelle. Au regard du tableau ci-dessus, la disproportion est souvent flagrante entre les besoins tels qu'ils ressortent de l'information des situations complexes et les réponses mobilisables. Le décalage est d'autant plus marqué chez les plus jeunes, dans la classe d'âge des 18-25 ans la moins considérée par les dispositifs institutionnels, les demandes tendant à se conformer à l'offre existante, et à en refléter surtout ses limites.